

Réflexions stratégiques pour changer l'Europe

Walter Baier

Économiste, Vienne ; coordinateur du réseau européen transform!

Elisabeth Gauthier

Directrice d'Espaces Marx, membre du bureau de transform ! europe et membre du conseil national du Parti communiste français

Haris Golemis

Économiste, directeur de l'Institut Nicos Poulantzas, membre de la direction de Synaspismos

Les élections européennes de mai 2014 nous confrontent à la nécessité de formuler précisément ce que nous voulons pour l'Europe. Euroscepticisme, impopularité, rejet croissant de l'UE peuvent conduire à des conclusions politiques fort différentes. Le simple rejet de l'UE, sans explication des véritables causes et alternatives, risque de laisser le terrain aux droites extrêmes qui surfent sur cette vague et ont aujourd'hui le vent en poupe.

La crise dans l'UE est particulièrement profonde parce qu'elle a une double origine : d'un côté la crise générale du « *financial market capitalism* » qui a éclaté en 2007/2008 ; mais d'un autre côté l'une des causes en est, outre son architecture institutionnelle non démocratique, le modèle extrêmement néolibéral qui préside à l'intégration européenne depuis le traité de Maastricht.

Agir contre la crise dans l'intérêt des peuples d'Europe signifie donc changer de logique socio-économique, et cela doublement : aux niveaux micro- et macro-économique ainsi qu'aux niveaux national et européen. Il s'agit de faire reculer la logique de domination du « *financial market capitalism* » en ce qui concerne la répartition des richesses, le statut du salariat, le secteur public, les systèmes de protection sociale. Et, dans le même temps, l'UE doit être réorientée pour devenir un espace de coopération, de développement social, écologique, démocratique dans la perspective d'une transformation démocratique et socialiste de l'Europe et des États nationaux.

Dans une étude récente, l'économiste modélisateur en chef de la Commission européenne, Jan In't Veld, mesure les effets des politiques d'austérité organi-

sées de façon coordonnée dans la zone euro, de 2011 à 2013 ¹. Selon ces calculs, l'austérité budgétaire aurait fait perdre, en cumulé (2011-2013), 8 % de croissance du PIB à la Grèce, 6,9 au Portugal, 5,4 à l'Espagne, 4,9 à l'Italie, 4,8 à la France, 4,5 à l'Irlande, 2,6 à l'Allemagne. C'est un aveu de taille qui montre toute l'urgence d'un changement de logique radical.

L'examen de l'état de l'opinion publique ² montre dans toute l'Europe et dans la plupart des pays de l'UE ³ une crise de la représentation en général affectant notamment la social-démocratie. Cette crise est couplée à une montée de la colère publique et à une poussée de l'extrême droite dans certains pays. Un certain nombre de gouvernements se sont d'ailleurs effondrés dans le contexte de crise et des exigences « austéritaires » imposées par les institutions européennes et le FMI dans le pur style néocolonial.

La remise en cause du modèle néolibéral d'intégration européenne nécessite de modifier les rapports de force dans chaque pays et au niveau européen. C'est pourquoi les partis à gauche de la social-démocratie et des verts appellent les peuples d'Europe à ne pas s'abstenir lors des élections pour le Parlement européen : cela laisserait le champ libre aux conservateurs et sociaux-libéraux pour poursuivre leurs politiques désastreuses. Dans le même temps, les électeurs doivent exprimer non seulement leur protestation symbolique, mais aussi soutenir les forces politiques qui veulent changer radicalement l'UE par l'action parlementaire ainsi que dans les rues d'Europe. La crise de l'hégémonie néolibérale ouvre de nouvelles possibilités de travailler à une alliance des différentes forces politiques, sociales et culturelles unies dans l'objectif commun de refonder l'Europe sur la base de la solidarité sociale et écologique, de la démocratie, du féminisme et de la paix.

Quelles issues à la crise ?

Il n'est pas surprenant qu'en cette période d'instabilité historique des propositions différentes et controversées soient mises en avant. L'une d'entre elles consiste à prôner la sortie de l'euro comme moyen de résoudre, ou au moins d'atténuer la crise. Nous ne partageons pas ce point de vue. Le retour à la monnaie nationale n'est pas synonyme de changement des rapports de force existants et de défaite idéologique et politique du néolibéralisme. Le Royaume-Uni est un bon exemple de pays ayant sa propre monnaie qui, sous prétexte de sortir de la crise, a imposé une austérité très stricte à son peuple. Le départ d'un pays de la zone euro ne constitue en rien un moyen de sortir de la crise capitaliste néolibérale, mais l'éclatement de l'euro n'est pas non plus une évolution progressiste – bien qu'on ne puisse l'exclure en raison des contradictions à l'œuvre, notamment au sein des grands États capitalistes européens. La mise en place de l'UEM telle qu'elle a été construite au début des années 1990 était une « erreur » et c'est pour cette raison que nous nous y sommes

opposés. Si l'euro disparaît et si l'UE éclate, la situation peut empirer pour les classes subalternes et les peuples d'Europe. Si cela se produit, les différents pays vont faire des dévaluations compétitives de leur monnaie dans une lutte pour concurrencer l'autre, ce qui est exactement ce qui se passe aujourd'hui avec les dévaluations internes. Le résultat final serait qu'un conflit de classe se transformerait en conflit entre les États, terrain de choix pour la droite extrême et nationaliste. C'est pourquoi nous pensons qu'une sortie de la crise nécessite une autre conception économique et monétaire, un changement du rapport de force social et politique aux niveaux national et européen.

Les luttes sociales et politiques actuelles visent à stopper les mesures d'austérité afin de libérer les peuples, notamment ceux du Sud et de l'Est, de l'emprise de la troïka et des marchés financiers et de créer ainsi les conditions d'une relance du développement économique et social ⁴. La politique monétaire est certes importante, mais les changements nécessaires dépassent largement cette question ⁵. Comme le montrent plusieurs études sérieuses, dans les conditions d'aujourd'hui une dislocation de la zone euro aurait, selon toute vraisemblance, des effets dévastateurs alors que l'UE aurait les moyens, si elle le voulait, de faire reculer les marchés financiers.

Alors, que faire ? Tout d'abord et avant tout, il faut apporter une solution immédiate à la dette insoutenable de plusieurs pays. Il est évident que ce n'est possible qu'au niveau européen. Cela exige d'inverser la logique à l'œuvre. La priorité ne doit pas être de venir au secours des banques trop grosses pour être mises en faillite mais d'opérer le redressement économique et social. Les « plans de sauvetage » de la troïka n'ont pas résolu le problème de la dette et, comme on le voit en Grèce et ailleurs, ils l'ont aggravé. Ne nous laissons pas tromper par un nouveau TINA (il n'y a pas d'alternative). Alexis Tsipras fait des propositions concrètes pour sortir de la catastrophe de la dette ⁶, ce qui nécessite bien sûr un changement radical des politiques européennes. Une conférence européenne sur la dette de la Grèce, des autres PIIGS et, plus généralement, de tous les pays de l'Union européenne pourrait prendre la décision de supprimer une grande partie des dettes qui, de toute façon, ne peuvent pas être intégralement remboursées et d'accepter que le remboursement des sommes restantes soit lié à la croissance annuelle et à d'autres clauses sociales afin de ne pas continuer à plomber les économies déjà tant malmenées.

Faire du développement économique et social la priorité, c'est relancer des politiques en faveur d'un nouveau type de développement solidaire et écologique. La réforme urgente de la BCE permettrait de financer un plan de relance européen indépendant des marchés financiers. En outre, une fiscalité juste et efficace serait cruciale pour assurer la reprise économique par l'imposition du capital et des actifs financiers qui progressent plus rapidement que la dette ⁷. Un nouveau « plan Marshall » pour l'Europe tel que l'a élaboré la Confédération syndicale allemande (DGB) contribuerait en même temps à

mettre en route une « reconstruction productive », notamment dans les pays les plus touchés. Une politique européenne de ré-industrialisation est devenue une nécessité pour l'ensemble du territoire.

La modification des rapports de production serait un autre élément crucial d'une stratégie de sortie de crise, notamment par l'élaboration d'un statut des salariés qui permettrait d'augmenter les salaires et les cotisations sociales des employeurs. C'est l'ambition d'une grande « démocratie économique » exigeant à la fois de redéfinir la « finalité » de l'intégration européenne ainsi que l'État-providence à l'échelle nationale.

Avec le « Manifeste » de l'Alter Sommet ⁸ écrit avec le concours d'une centaine d'organisations (syndicats, mouvements, réseaux...) dans le cadre d'un processus de travail de plusieurs mois à travers toute l'Europe, nous avons défini « nos revendications communes et urgentes pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe ! ». Ce socle commun peut dorénavant servir de base commune pour articuler les luttes les unes aux autres.

Comment démocratiser l'UE ?

Les institutions européennes reposent sur des traités qui non seulement formalisent le cadre constitutionnel mais constitutionnalisent des choix politiques néolibéraux. L'exécutif, la BCE et le pouvoir considérable de la Cour de justice priment sur l'autorité parlementaire européenne et nationale. Les résultats des référendums lorsqu'ils sont contraires à ces options sont tout simplement ignorés.

Le dispositif européen subit de fortes tensions entre l'intégration économique et monétaire et la subsidiarité dans le domaine social s'appuyant essentiellement sur le niveau national. Dans le cadre de la gestion de la crise, les tensions se sont accrues entre un fédéralisme inachevé et un bilatéralisme de circonstance. Cela a entraîné la prévalence de l'État le plus puissant sur le plan économique qu'est l'Allemagne au détriment des institutions européennes, comme la Commission et le Conseil. On voit de plus en plus émerger une oligarchie transnationale (dont les figures politiques les plus visibles sont Monti, Draghi, Barroso, Merkel/Schäuble, Juncker, Rehn...). Le démantèlement du parlementarisme allant jusqu'au recours à l'autoritarisme est inhérent à un tel régime.

Le mouvement pour changer d'Europe est confronté à deux questions. Redéfinir la finalité de l'UE suppose d'inventer une nouvelle logique démocratique pour faire vivre la souveraineté populaire, de définir une nouvelle architecture institutionnelle et de discuter de ses soubassements (union de nations, confédération de nations, fédéralisme...). Face à l'urgence actuelle, il convient de rechercher toutes les brèches à ouvrir, tous les leviers à actionner afin de modifier les rapports de force dans l'immédiat.

Toute volonté majoritaire de changement de politique dans un ou plusieurs pays aura comme conséquence une confrontation au niveau européen qui sera non seulement sociale et politique mais aussi immédiatement institutionnelle. Tout changement significatif des rapports de force politiques en Europe aura des conséquences immédiates sur le fonctionnement des institutions existantes et leur évolution. La proposition de la tenue « d'Assises pour une autre Europe » pourrait être lancée par les forces de changement d'un ou de plusieurs pays dès que la modification des rapports de force dans un ou plusieurs pays permettra de créer ces assemblées.

Une majorité de gauche au Parlement européen pourrait sensiblement modifier la donne en poussant encore plus loin les possibilités d'intervention parlementaire et de coopération avec la société civile.

La responsabilité de la gauche

L'examen des rapports de force nécessite une analyse critique de la social-démocratie européenne. La moyenne des résultats des élections ⁹ au cours des dernières décennies montre un recul net sur la période en dépit de quelques exceptions importantes.

On ne peut nier le fait que les rapports de force sont difficiles ; les droites populistes et extrêmes ont réussi à s'introduire au cœur de nombreuses sociétés ; il y a une porosité grandissante entre elles et la droite « classique » ainsi qu'une fragilité croissante de certains systèmes politiques (par exemple, en Italie). Certains partis d'extrême droite sont désormais flanqués de groupes extrêmes jusqu'à se réclamer du nazisme. Cela confère aux forces sociales et politiques de gauche de grandes responsabilités car seule une alternative à l'austérité pourrait assécher le terrain favorable à l'extrême droite.

Nous devons articuler de façon crédible protestation et alternative, et cela à la fois aux niveaux européen et national, afin de résister à une logique nationaliste qui masquerait le contenu de classe de la confrontation.

Quelles alliances pour modifier les rapports de force ?

En forgeant notre stratégie, nous devons garder à l'esprit la complexité de l'UE, composée de différents États-nations. Cela signifie que notre projet doit avoir une structure multidimensionnelle. Il ne peut pas y avoir de raccourci permettant de contourner cette complexité. La lutte contre la mise en concurrence des peuples d'Europe et la coopération en Europe ne peuvent pas facilement se concevoir au niveau national. Certaines politiques de l'UE offrent l'opportunité de mener des luttes communes comme, en son temps, la directive Bolkestein, ou encore, aujourd'hui, les négociations sur le traité transatlantique de libre échange. Le plus souvent, nombre de luttes dans les diffé-

rents secteurs et pays ont en commun de s'opposer à la même logique, mais elles sont très difficiles à coordonner et à synchroniser. Même la lutte contre l'austérité – qui, dans tous les pays européens, frappe les populations – n'est pas facile à organiser de concert. Néanmoins, nous devons faire tous les efforts pour y parvenir.

C'est une grande diversité qui caractérise le paysage des forces qui contestent l'austérité globalement, ou certains de ses aspects et de ses conséquences. Il y a des évolutions intéressantes du côté des mouvements sociaux, réseaux de réflexion et de lutte, mouvements de type « indignés », mouvements d'auto-organisation qui tentent de faire face à la crise humanitaire (comme les dispensaires sociaux, les pharmacies sociales et « *Solidarity for all* » en Grèce, les cuisines populaires au Portugal, etc.). La Confédération européenne des syndicats (CES) et la plupart de ses syndicats adhérents rejettent le pacte budgétaire, s'opposant pour la première fois à un traité européen¹⁰. Le « Manifeste » de l'Alter Sommet montre que la convergence est possible entre les syndicats, les mouvements sociaux et les forces politiques¹¹. Des projets alternatifs sont élaborés, par exemple un « plan Marshall » pour le sud européen par le DGB allemand.

Sur le plan politique, un bon exemple des possibilités d'actions et de propositions européennes communes est le bilan du groupe parlementaire GUE/NGL dont l'action se construit souvent en coopération avec des forces sociales non parlementaires. Celui-ci est intéressant et mérite d'être davantage présenté et discuté publiquement à la veille des futures élections européennes. Depuis sa fondation en 2004, le Parti de la gauche européenne (PGE) est progressivement devenu un point de référence politique sur la scène européenne, acquérant la capacité d'intervenir comme force politique européenne, tout en rapprochant dans une réflexion et une pratique commune des composantes d'origines géographique mais aussi politique fort différentes. L'objectif de changer l'hégémonie culturelle en Europe est commun à nombre de ces forces en mouvement.

Si la gauche parvenait dans un pays de l'UE à créer un moment de rupture politique, il serait décisif pour l'avenir de l'Europe que les forces politiques dans les autres pays et au niveau européen s'inspirent de ce succès, accroissent leur influence dans leur propre pays et construisent un bouclier de solidarité et de protection pour le pays où la gauche a réussi à arriver au pouvoir.

Différentes initiatives européennes de transformation pourraient être prises dans un proche avenir, comme l'appel du Front de gauche en France à des « États généraux de la refondation de l'UE » s'adressant à toutes les forces politiques, syndicales, aux mouvements, réseaux, élus désireux de changer l'Europe. Ainsi, Alexis Tsipras projette d'en appeler à tous y compris aux Verts et même aux sociaux-démocrates – du moins ceux qui ne croient pas en TINA – pour porter ensemble un nouveau projet commun progressiste pour

l'UE¹². C'est à travers de tels efforts collectifs, d'intensité différente selon les pays et les moments mais allant dans la même direction, que nous pourrions tenter de modifier le « calendrier » européen. ■

Notes

- 1) http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/economic_paper/2013/pdf/ecp506_en.pdf
- 2) Dominique Reynié in « L'opinion européenne 2013 », cité par Alain Frachon, Le Monde, 18/10/2013.
- 3) À l'exception de l'Allemagne où l'opinion publique est globalement plus positive par rapport aux dirigeants et aux modes de gouvernement.
- 4) Voir Pierre Khalifa : <http://transform-network.net/fr/programs/euro-in-debate/html>
- 5) Sur ce point, voir également Steffen Lehndorff dans ce numéro.
- 6) Voir l'intervention d'Alexis Tsipras dans ce numéro.
- 7) Thomas Piketty dans Le capital au XXIe siècle, Paris, 2013, propose un impôt exceptionnel, progressif et mondial sur le capital et le patrimoine.
- 8) Le « Manifeste des peuples » présenté à Athènes le 7 juin 2013 est disponible en plusieurs langues sur www.altersummit.eu. Voir aussi l'article d'Elisabeth Gauthier dans ce numéro.
- 9) Gerassimos Moschonas : « Shooting horses in cold blood », 6 juillet 2012, http://www.policy-network.net/pno_detail.aspx?ID=4217&title=Shooting-horses-in-cold-blood
- 10) Voir l'interview de Bernadette Ségol dans ce numéro.
- 11) Une première étape de ce travail collectif a été la Joint social conférence. Depuis deux ans l'Alter Sommet a pris le relais. Voir dans ce numéro l'article d'Elisabeth Gauthier.
- 12) Voir son intervention dans ce numéro.